

1<sup>er</sup> mai 2014:

## Pour inverser la vapeur et retrouver le fil perdu du progrès social, le rôle des syndicats est irremplaçable

Depuis ses origines (1886 Chicago, États-Unis), le Premier mai ou journée internationale des travailleurs a eu comme revendication centrale la **réduction du temps de travail** : 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos. Alors qu'au long d'une histoire mondiale agitée, la lutte des syndicats a pu atteindre et dépasser cet objectif, les employeurs ont pu, prenant prétexte de la crise financière de 2008, retirer aux travailleurs une série d'améliorations qu'ils avaient acquises.

Une augmentation de la durée du travail, présentée comme une contrepartie 'naturelle' de la **suppression d'emplois**, aurait été impensable pour les institutions communautaires des années '80, qui réfléchissaient sérieusement à une réduction du temps de travail comme moyen pour endiguer le fléau du chômage. L'Europe d'aujourd'hui fait exactement le contraire !

Lors de la conclusion d'un accord des trois institutions (COM, PE, Conseil) sur la réforme du statut en juin 2013, La Commission a fièrement présenté cet accord à la Presse sous l'intitulé 'Mesures d'austérité' : il s'agit notamment d'allonger le temps du travail par semaine, par année et tout au long de la vie active ; et de permettre d'espérer une pension, probablement incomplète, pas avant l'âge de 66 ans ; d'arracher des économies sur les plus faibles en abaissant et en cloisonnant les carrières ; et en maintenant, pour les agents contractuels, des salaires inférieurs au minimum social au Luxembourg en y pratiquant le dumping social.

C'est l'emprise néolibérale sur l'Europe qui, par ses contre-réformes prônant l'austérité, alimente les diverses tendances anti-européennes, y compris l'extrême droite. C'est sous la houlette des néolibéraux que les institutions européennes sont impliquées dans des attaques directes sans précédent contre les droits syndicaux collectifs, les salaires, les pensions et les conditions d'emploi des travailleurs du service public, et contre le rôle social et politique des

syndicats . C'est ainsi que la récente réforme du statut des fonctionnaires de l'UE a été adoptée sans négociation avec les syndicats.

Les politiques d'austérité sont à la fois injustes et inefficaces. EPSU-CJ, le syndicat représentatif du personnel de la Cour de justice, réaffirme son engagement pour la construction d'une Europe sociale où le développement durable, des services publics de qualité, le plein emploi, les droits des travailleurs, le bien-être des citoyens et l'État-providence occupent une place centrale. Depuis la fin de l'année 2008, les syndicats des services publics subissent des attaques continues de la part des gouvernements et d'autres employeurs du secteur public alors que des politiques d'austérité sont imposées dans toute l'Europe. Bien entendu, le service public européen ne saurait être épargné par ces attaques, puisque les uns veulent « moins d'Europe », tandis que les autres se voient obligés de défendre leur propre « crédibilité » en faisant preuve de « cohérence » entre ce qu'ils imposent aux États membres et ce qu'ils pratiquent sur eux-mêmes.

Il est urgent que l'Europe sorte de ce cercle vicieux qui, en détruisant ce qu'elle a de plus précieux, le **modèle social européen**, alimente les forces du repli nationaliste, du repli identitaire, voire de la haine raciale, et renie les fondements mêmes qui ont été à l'origine de sa construction de l'Europe : le refus de la guerre et le refus du fascisme <sup>1</sup>.

Un mouvement syndical fort et démocratique va de pair avec notre vision d'**une autre Europe**. Dans ce projet d'une société plus juste, plus inclusive, et plus démocratique, les syndicats occupent une place irremplaçable. D'autant plus que les enjeux sont énormes : il s'agit de trouver la force nécessaire pour réparer les dégâts apportés par la récente contre-réforme.

Cet effort commence sur le terrain de votre lieu de travail, par votre soutien et votre participation au syndicat démocratique qui donne du sens à la solidarité au quotidien tout en s'inscrivant dans le mouvement global des travailleurs. En rejoignant EPSU-CJ, vous renforcez votre propre capacité d'améliorer votre situation dans un service public plus humain au service de tous les citoyens.

---

<sup>1</sup> [Lucien Wercollier](#), dont l'œuvre est exposée dans l'enceinte de la Cour de justice, était lui-même un détenu politique.